Les députés macroniens prêts à tout pour empêcher les soignants non vaccinés d’être ré-intégrés

écrit par Christine Tasin | 26 novembre 2022

Les Insoumis avaient déposé une proposition de loi pour que les soignants non vaccinés soient réintégrés, beaucoup de députés y étaient favorables.

Mais… en Macronie, tous les coups sont permis.

Et comme cette proposition de loi devait être votée avant minuit car elle était dans le cadre de la niche parlementaire des Insoumis, les députés Macroniens ont déposé des centaines d'amendement tous plus débiles les uns que les autres pour empêcher la loi d'être adoptée… Ce sont les mêmes qui se gargarisent de mots comme « République, démocratie » etc.

Minoritaire dans l'hémicycle, le parti présidentiel a fait durer les débats à l'Assemblée pour empêcher le vote d'une proposition de loi des députés LFI. Ce qui a entraîné de nombreux incidents de séance et rappels au règlement.
Une forme d'obstruction parlementaire qui a suscité la colère de La France insoumise, du Rassemblement national et de nombreux élus ce jeudi soir à l'Assemblée nationale. Mis en minorité sur la réintégration des soignants non-vaccinés, l'objet d'une proposition de loi LFI, le parti présidentiel et ses alliés ont fait traîner les débats pour empêcher le vote de ce texte.

Dans le cadre de la niche parlementaire des députés insoumis, la proposition de loi devait être adoptée à minuit, dernier délai. Faute de quoi le texte était tout bonnement abandonné. Pour éviter son adoption, Renaissance a d'abord tenté de faire voter un amendement de suppression de l'article principal de la proposition de loi. Mais il a été massivement rejeté (96 pour, 161 contre).

« Tu vas la fermer »

En minorité, les députés du camp présidentiel ont donc décidé à la dernière minute de multiplier les sous-amendements rédactionnels sur un amendement du gouvernement. En clair, gagner du temps de parole pour empêcher le vote du texte.

> *L'un des sous-amendements proposait par exemple de remplacer les mots « n'exerçant » par les mots « qui n'exerçent. »*

Des dizaines d'amendements de ce genre ont été déposés. Les députés macronistes ont également demandé de nombreuses suspensions de séance, et le ministre de la Santé, François Braun, a multiplié les discours fleuves.

Un comportement qui a provoqué la colère de nombreux élus sur les réseaux sociaux. Avant que cela ne finisse par excéder l'un d'entre eux, le député guadeloupéen Olivier Serva (LIOT), qui a lancé à l'un de ses collègues un: « Tu vas la fermer! »

« Vous refusez la démocratie, vous méprisez le peuple »

Malgré le rappel à la bienséance de la vice-présidente de l'Assemblée nationale Naïma Moutchou, plusieurs élus d'outre-mer ont soutenu Olivier Serva. Ce dernier a repris la parole à l'issue d'une suspension de séance:

> *« Vous refusez la démocratie, vous méprisez une niche parlementaire LFI, vous méprisez le peuple », a-t-il lancé. « Vous utilisez des subterfuges petits, comme vos idéaux. […] Vous êtes minoritaires, acceptez-le! »*

> *« Vous ne pouvez pas vous asseoir le matin, le midi et le soir sur la démocratie », abondait quelques minutes pus tôt Sébastien Chenu (RN). « Vous ne pourrez pas gagner avec des manœuvres. »*
>
> *Plus tôt dans la soirée, plusieurs députés Renaissance ont eu des propos qui ont provoqué l'ire de l'hémicycle. Caroline Yadan a par exemple dénoncé: « l'irresponsabilité des non-vaccinés ne doit pas devenir la nôtre. »*
>
> *« Vous êtes en train de faire une proposition de loi*

antivax, complotiste », a lancé de son côté Sylvain Maillard.

« C’est pas un cirque ici »

Après de nombreux rappels au règlement et suspensions de séance, la rapporteure du texte, Caroline Fiat, a dénoncé dans une prise de parole enflammée l’attitude du gouvernement, qui a participé « au jeu de l’obstruction. »

« On ne vous lâchera pas », a-t-elle conclu. Ses collègues insoumis ont largement applaudi et ont scandé « résistance ». La présidente de séance est ensuite intervenu: « C’est pas un cirque ici! »

Quelques secondes plus tard, la prise de parole d’Olivier Véran, ancien ministre de la Santé et actuel porte-parole du gouvernement, pendant dix minutes, n’a pas manqué d’électriser un peu plus les débats. Et de provoquer une énième suspension de séance.

Des « menaces » auraient été proférées contre des députés de la majorité, a même affirmé dans l’hémicycle Thomas Mesnier (Horizons).

Lorsque la séance a repris à 23h50, les députés de l’opposition ont décidé de quitter l’hémicycle par protestation. Juste avant minuit, la présidente de séance a levé la séance et l’examen du texte a été interrompu. Mais une bonne partie des élus reste déterminée à faire voter la réintégration des soignants non-vaccinés. « Nous ne lâcherons pas, nous ferons en sorte que ce texte revienne », a promis Caroline Fiat.

Ariel Guez

https://www.bfmtv.com/politique/parlement/invectives-menaces-

seance-tendue-a-l-assemblee-sur-la-reintegration-des-soignants-non-vaccines_AN-202211240884.html